

Planification et calcul économique : une analyse historique de la pensée des socialistes de marché

Tristan Ferreira Rocha¹

Décembre 2022²

Résumé

Dans le sillon de la Révolution russe de 1917 et de l'expansion des thèses socialistes en Europe de l'Est en particulier, éclate un débat sur la possibilité d'un calcul économique dans le socialisme. D'un côté, les socialistes de marché défendirent un modèle théoriquement socialiste, qui respecte la propriété collective des ressources productives mais qui concéda, dans la pratique, des mécanismes de marché propres à la libre-concurrence, comme le tâtonnement. L'équilibre général walrassien leur servira alors de référence. D'un autre côté, les économistes libéraux de l'École autrichienne ont répudié les thèses socialistes, Ludwig von Mises le premier, formulant une série de critiques théoriques à l'égard de ces dernières, notamment concernant l'impossibilité d'un calcul économique dans une société socialiste. Cette polémique, bien connue des spécialistes, a été maintes fois relues. Après une brève exposition des critiques libérales, notre travail se proposera d'analyser la constitution de la ligne de défense des socialistes de marché, conduisant à la formulation du théorème de Lange-Lerner.

¹ Étudiant, Master 2 THESE, Université Lyon 2, France. Email : tristan.ferreirarocha@univ-lyon2.fr

² Présentation de cet article de recherche à l'occasion de la 11^{ème} rencontre de l'AIHPE, Barcelone, Espagne.

INTRODUCTION

« *Le socialisme peut-il fonctionner ? À coup sûr, il le peut.* »³

Joseph Schumpeter

C'est par ces mots que notre histoire commence. Elle va nous conduire à découvrir plusieurs chemins de ce que nous nommons communément et parfois aveuglément le « socialisme ». Ce terme relève d'une construction diachronique dont la genèse est lointaine. Assurément, nous ne discuterons pas intégralement de ses origines, l'objet de notre analyse ne se portant pas à cela. Il nous semble, au demeurant, nécessaire d'opérer quelques clarifications. Il est délicat de définir ce qui est avant tout un courant de pensée, tant le socialisme revêt une dimension à la fois philosophique, historique, sociologique et politique. *Le Petit Robert* (2011) le définit comme une « doctrine d'organisation sociale qui entend faire prévaloir l'intérêt, le bien général, sur les intérêts particuliers, au moyen d'une organisation concertée ». Au-delà de s'opposer au libéralisme, le socialisme endosse une volonté de progrès social, plus juste et égalitaire. Ce projet est encore défendu par moult organisations socio-politiques à l'heure actuelle, mais il ne manque pas d'être l'objet d'improbations impétueuses. Dans cet article, nous avons fait le choix de nous concentrer sur une forme de socialisme, singulière à bien des égards, qui a connu davantage de développements théoriques que de réelles applications pratiques efficaces, il s'agit du socialisme de marché.

La pensée de Karl Marx a rapidement exercé une influence éminente, non seulement dans le mouvement ouvrier mais aussi chez les universitaires sociologues et historiens. Cependant, l'emprise est plus contrastée chez les économistes. Certains se sont ralliés aux idéaux marxistes, devenant parfois militants du mouvement ouvrier mais une majorité ont exprimé une désapprobation violente à son égard et ont tenté de se séparer des idées socialistes par une manœuvre assez surprenante, celle de renier les thèses des Classiques. La révolution marginaliste marque un tournant de l'économie politique dans le dernier quart du XIX^{ème} siècle et inaugure la primauté de l'École néoclassique. Parmi les contributions de ses trois Pères fondateurs, Léon Walras, Carl Menger et William Stanley Jevons, celle du premier nous intéressera davantage. Le socialisme de marché s'inscrit pleinement comme une conciliation de l'économie sociale et de l'économie pure. Ce courant défend la propriété collective des ressources productives tout en acceptant une partie des mécanismes marchands de l'économie libérale et s'appuie notamment sur le principe du tâtonnement walrassien. Ainsi, dans une communauté socialiste, l'économie demeure planifiée par une autorité centrale qui a la charge de la distribution égale d'une dotation initiale de revenus identique pour tous les individus. Deux voies peuvent être prises dans le socialisme de marché : d'un côté, celle des socialistes non marxistes, confiants dans les postulats d'une économie de libre-concurrence et qui jugent

³ Schumpeter J., *Capitalisme, socialisme et démocratie*, 1972, Payot, p. 223.

plausible de les confondre avec une planification économique centralisée tout en garantissant un calcul rationnel et d'un autre, celle des socialistes marxistes, qui défendent le socialisme de marché non comme une fin mais bien comme un moyen, une transition, entre le capitalisme et le communisme, seule doctrine économiquement acceptable. Dans notre développement, nous serons amenés à découvrir des auteurs qui s'identifient à chacune de ces deux branches. Deux remarques peuvent être énoncées à l'égard de la théorie de l'équilibre général walrassien. La première est qu'elle est au fondement même de la pensée de l'École de Lausanne dont Pareto, en tant que successeur de Walras, va s'emparer pour définir son optimum. La seconde est que les socialistes de marché non marxistes vont également se saisir du tâtonnement walrassien pour défendre leur position. Mais dans quelle optique se l'approprient-ils ?

Dans la première moitié du XX^{ème} siècle, un débat, devenu notoire de nos jours, oppose deux interprétations de la théorie de l'équilibre général : celle des socialistes de marché et celle des économistes libéraux de l'École autrichienne. Cette dernière se veut particulièrement critique du socialisme. Ses représentants, et notamment Ludwig von Mises et Friedrich Hayek, vont considérer le calcul économique impossible dans une société socialiste, i.e. sans propriété des moyens de production. Comme nous le verrons, ils mettent notamment en avant l'absence de données essentielles comme les prix des facteurs de production. S'en suivra alors une controverse majeure dans l'histoire du système néoclassique entre ces deux interprétations en désaccord.

Ainsi, l'objet de notre analyse ne sera pas tant d'opérer une relecture de cette fameuse controverse ; moult ayant été rédigées et la pertinence n'en serait qu'amoindrie. Nous souhaiterions davantage nous concentrer sur la réponse que les socialistes ont apporté aux critiques libérales. En effet, au-delà de s'être fait tardive, elle a été l'objet de désapprobations et les auteurs se sont querellés à son propos. Alors, nous nous proposons d'analyser en quoi la riposte apportée par les socialistes de marché permet d'affirmer, tant sur le plan théorique que technique, la possibilité d'un calcul économique dans une société collectiviste planifiée et nous questionner sur la mesure dans laquelle ces derniers ont emporté le débat, au moins théoriquement. Les auteurs s'étant mutuellement suivis pour exposer leur contribution et la réponse au problème que nous soulevons, nous adopterons une analyse historique qui concorde le mieux avec le développement de l'idée du socialisme de marché.

Dans ce qui suit, nous proposons un développement diachronique qui commencera par une exposition des fondements du socialisme de marché chez les néoclassiques, à la suite de quoi nous nous plongerons au cœur de la controverse et passerons en revue les différentes contributions qui ont constitué la réponse aux critiques libérales et pour clore, nous nous concentrerons sur l'étude d'un modèle socialiste qui s'appuie sur des mécanismes propres à l'économie capitaliste et notamment le tâtonnement.

PARTIE 1 – CONTRIBUTIONS NÉOCLASSIQUES AU SOCIALISME DE MARCHÉ

Dans ce qui suit, nous nous proposons de présenter deux apports économiques, souvent méconnus, mais qui occupent néanmoins une place centrale dans le développement de nos idées. Vilfredo Pareto et Enrico Barone, deux penseurs italiens issus d'une certaine tradition néoclassique et antisocialiste, se sont longuement penchés sur la question du socialisme et de la légitimité de son existence. Il ne s'agira pas, pour autant, de peindre le tableau de l'enrichissement de la pensée économique italienne⁴, mais bien plutôt de souligner le concours de ces auteurs aux fondements de l'idée du socialisme de marché.

Pareto, économiste mécontent de l'équilibre général tourné vers la sociologie

L'œuvre économique de Pareto⁵ est notamment célèbre pour sa contribution à l'économie du bien-être et la formalisation de son optimum. Parmi ses plus proches contemporains, nous pouvons citer quelques noms italiens comme Maffeo Pantaleoni et aussi un renommé nom français, Léon Walras. Les influences parétiennes sont à trouver chez moult théoriciens tant économistes, sociologues que philosophes. Mais il entretient néanmoins un lien indéniable avec la pensée walrasienne, à en juger par le fait qu'il reprend la chaire d'économie politique de Walras à l'Université de Lausanne en 1893. Il nous est important de souligner ce point car la célèbre théorie de l'équilibre général walrassien va servir d'appui à la construction du socialisme de marché ; Pareto proposant d'ailleurs lui-même son propre système de l'équilibre général à partir de celui de Walras.

Au demeurant, comme le titre de cette section le fait apparaître, Pareto n'a pas été uniquement économiste. En effet, au début du XX^{ème} siècle, il professe une certaine réprobation à l'égard de certains collègues et regrette qu'ils ne s'intéressent davantage aux fondements des actions humaines. Lassé de la discipline économique, tout en conservant son savoir en la matière, Pareto décide de s'orienter vers la sociologie. À ce titre, il va analyser en profondeur le socialisme, tout en affichant sa volonté déterminée de refuser toute complaisance à son égard. Dans le chapitre 6 de son *Manuel d'économie politique* (1906), consacré à l'équilibre, l'économiste et sociologue pose la question du problème des conditions de fonctionnement d'un État socialiste. Il insère une section « L'équilibre dans la société collectiviste », de laquelle nous pouvons tirer quelques conclusions intéressantes. Il commence par souligner que la règle d'obtention du maximum d'utilité (Pareto parle d'ophélimité) au moindre coût est identique dans les deux systèmes, celui de libre-concurrence et celui collectiviste. Dès lors, deux problèmes apparaissent pour l'auteur dans la conception socialiste : un problème de distribution et un problème de production. Dans le premier, il s'agit de s'interroger sur la manière optimale

⁴ À cette fin, nous renvoyons le lecteur à l'œuvre magistrale d'Henri Bartoli, *Histoire de la pensée économique en Italie*, 2003, Publications de la Sorbonne.

⁵ Pour un approfondissement de la découverte biographique de Pareto, nous renvoyons vers l'ouvrage remarquable de Georges-Henry Bousquet, *Pareto: 1848-1923. Le savant et l'homme*, 1960, Payot.

par laquelle la société distribue les biens qu'elle possède ou qu'elle produit. À cette question, Pareto répond :

« Il faut faire intervenir des considérations éthiques, sociales de différent genre, des comparaisons d'ophélimité de différents individus, etc. Nous n'avons pas à nous en occuper ici. Nous supposons donc ce problème résolu. »⁶.

Quant au problème de la production, la réponse est davantage réfléchie. Il s'interroge, en effet, sur la capacité d'un système socialiste à produire des biens économiques dont la distribution permettra d'assurer un maximum d'ophélimité collective. Il déclare alors que, l'État étant devenu « maître de tous les capitaux, c'est à lui que vont tous les intérêts nets » [Pareto, 1909, p. 363]. Ainsi, pour garantir l'atteinte de ce maximum d'utilité, l'État collectiviste devra fournir les différents intérêts nets égaux et définir les coefficients de production, de la même manière que les déterminerait un système de libre-concurrence ; idée déjà présente chez Walras, à ceci près que ces coefficients sont constants chez ce dernier et deviennent variables dans l'analyse parétienne. Il poursuit par une conclusion assez surprenante : la forme de production collectiviste est pratiquement plus efficace qu'en situation de libre-concurrence, cette dernière l'emportant sur le plan théorique. L'État socialiste peut plus facilement « suivre la ligne des transformations complètes » [Pareto, 1909, p. 364] de la production et de la vente des marchandises. Néanmoins, il contraste son propos et sa réponse au problème de la production en soulignant le fait que dans un État collectiviste, la dépense occasionnée par ses employés serait plus importante que celle engendrée par les entrepreneurs et propriétaires qui régulent la libre-concurrence d'un système économique basé sur la propriété privée et seraient même moins efficaces. Ainsi, il clôt son analyse par une conclusion quelque peu mitigée :

« En résumé, l'économie pure ne nous donne pas de critérium vraiment décisif pour choisir entre une organisation de la société basée sur la propriété privée et une organisation socialiste. On ne peut résoudre ce problème qu'en tenant compte d'autres caractères des phénomènes. »⁷.

Cet apport de Pareto n'est pas au cœur de la conception du socialisme de marché. Elle est néanmoins contributive dans le sens où elle augure l'inscription de la théorie néoclassique de l'équilibre général au sein du calcul socialiste et qui sera reprise par plusieurs auteurs après lui, l'un des premiers n'étant autre que Barone.

Barone et le ministère de la production

Deux ans après la parution du *Manuel* de Pareto, Barone, disciple de l'École de Lausanne, publie un article de quarante-cinq pages consacré au calcul économique dans un régime collectiviste qu'il intitule « Le ministère de la production dans l'État collectiviste »⁸. Historiquement, la plus grande notoriété de l'économiste italien lui vient de cet écrit ; sa

⁶ Pareto V., *Manuel d'économie politique*, 1909, p. 362

⁷ *Ibid.*, p. 364

⁸ Barone E., « Il ministro della produzione nello stato collectivista », *Giornale degli economisti*, septembre et octobre 1908, Rome. L'article est traduit en anglais et reproduit dans le recueil publié par F. A. von Hayek sous le titre *Collectivist Economic Planning*, 1935, Londres.

contribution à la science des finances, qui se rapproche de celle de Pantaleoni, est par exemple beaucoup moins connue. Alors professeur à Padoue, Barone va poursuivre et approfondir l'ébauche de la discussion menée par Pareto. La question est alors de prouver la légitimité et la solidité du modèle de l'économie socialiste. Assez étonnement, les socialistes orthodoxes ont été relativement tardifs et évasifs quant à la réponse à donner. Une première réfutation est à trouver chez Mises en 1920, dont nous relaterons l'argumentation dans la deuxième partie. C'est à sa suite que les premières affirmations du socialisme sont apparues et ont fait autorité. Barone fait figure de proue dans la résolution du problème en en donnant une réponse lucide, claire et à la hauteur des attendus scientifiques de son époque. Somme toute, et comme le souligne Schumpeter [1942]⁹, une douzaine d'économistes avaient déjà pressenti la solution parmi lesquels Friedrich von Wieser (*Valeur naturelle*, 1889) et Pareto (*Cours d'économie politique*, tome II, 1897). Tous ces économistes avaient bien saisi la similitude fondamentale du comportement économique selon que la société soit socialiste ou marchande. Barone rend compte du problème et tente de le résoudre.

En préliminaire, nous pouvons remarquer la singularité de l'article de Barone ; l'œuvre étant constituée de deux parties assez symétriques, l'une consacrée à l'analyse du régime individualiste (système de libre-concurrence)¹⁰ et l'autre à celle du régime collectiviste. Dans ces deux parties, l'auteur tente de démontrer l'existence d'un équilibre et sa concordance avec un maximum de bien-être. Comme chez Walras ou Pareto, l'équilibre est assez logiquement déduit par l'égalité entre le nombre d'équations et celui d'inconnues. Même si l'analyse du régime collectiviste est celle qui nous intéresse le plus, il nous semble pertinent de rappeler quelques résultats du système de libre-concurrence. Lorsqu'il commence à analyser le régime individualiste, Barone démontre deux résultats essentiels de la libre-concurrence : la concurrence parfaite permet de rendre les prix des produits égaux aux coûts de production et cela conduit donc à abaisser les coûts de production à leur minimum. Cette situation appelée « maximum de libre-concurrence » est définie comme suit :

« The maximum, we repeat, simply means this: that by substituting other conditions for one or more of the characteristics of free competition (minimum costs of production, equality of prices and costs of production) the conditions of *all* could not be improved. On the contrary, if some are benefited by this substitution their gain is less than the loss of those who suffered. »¹¹.

Ce « maximum » se substitue à « l'optimum » parétien, même si ce dernier a néanmoins prévalu à juste titre dans l'analyse générale, étant donné que la conception de Barone implique, comme nous l'observons, une comparaison entre les satisfactions obtenues par les individus. Une fois les conditions générales de l'équilibre dans un système de libre-concurrence posées, l'économiste italien va s'appuyer sur ces dernières pour procéder à l'analyse du fonctionnement d'un système collectiviste. Au demeurant, il pose deux conditions fondamentales dans ce

⁹ Il insère une note dans son ouvrage *Capitalisme, socialisme et démocratie*, 1972, Payot, p. 231.

¹⁰ Barone analyse également le cas des monopoles privés dans cette partie mais cela n'entre pas dans l'objet de notre développement.

¹¹ Barone E., *op. cit.*, p. 257.

régime : les individus choisissent librement leur travail et leur consommation tandis que l'autorité centrale planificatrice s'approprie l'ensemble des capitaux mobiliers et immobiliers, servant donc à la production. Il en découle un modèle qui servira de référence au débat sur le socialisme libéral dans lequel se retrouvent un marché pour les facteurs de productions primaires et un marché pour les biens de consommation. La liaison entre ces deux marchés est assurée par le ministère de la Production, qui gère la production des biens d'équipements. Une fois le système d'équation établi, Barone en arrive à la conclusion suivante :

« the system of the equations of the collectivist equilibrium is no other than that of the free competition. Which only means that with equal resources [...] the economic quantities of the collectivist equilibrium [...] will be the same as those in the individualist equilibrium »¹².

Un autre élément important du régime collectiviste est qu'il est établi dans une économie sans monnaie et sans prix. Le ministère de la production tient une comptabilité sociale qui exige le recours à la détermination de rapports d'équivalence entre les biens eux-mêmes, entre les services eux-mêmes et entre les biens et services. Se développe alors un système, semblable à celui qui a pu être observé dans la théorisation soviétique, dans lequel l'État va distribuer des bons aux personnes qui occupent un emploi. En échange de ces bons, les individus pourront aller dans les magasins d'État pour obtenir des biens de consommation ou bien obtenir la permission d'utiliser certaines ressources dont l'administration centrale planificatrice est propriétaire. Néanmoins, il s'en suivra selon Barone que :

« If the Ministry of Production proposes to obtain the collective maximum – which it obviously must, whatever law of distribution may be adopted – all the economic categories of the old regime must reappear, though maybe with other names: prices, salaries, interest, rent, profit, saving, etc. Not only that; but always provided that it wishes to obtain that maximum with the services of which the individuals and the community dispose, the same two fundamental conditions which characterize free competition reappear »¹³.

Ces deux conditions, nous l'avons rappelé précédemment, aboutissent au « maximum de libre-concurrence ».

Se pose alors la question de savoir comment le Ministère de la Production atteint-il le « maximum de bien-être » (l'optimum) pour les citoyens de la société collectiviste, compte tenu des critères de juste distribution qui ont été adoptés. Dans une optique de minimisation des coûts de production, Barone va déterminer des coefficients techniques variables, qu'il insère dans son analyse du modèle de l'équilibre général, ce qui vient compliquer la résolution du système d'équations. Il démontre que l'abandon simultané d'un grand nombre d'équations permet de se rapprocher puis de rejoindre l'équilibre. Au départ, le ministère de la production ne prend pas en compte la variabilité de ces coefficients techniques de production, les prenant tels qu'ils sont ; puis par voie itérative, qui correspond au tâtonnement, il procède à leur correction jusqu'à faire apparaître ceux qui sont les plus avantageux. Ainsi, la recherche du coût

¹²*Ibid.*, p. 274.

¹³*Ibid.*, p. 289.

minimum de production par l'autorité centrale de planification permet d'atteindre le maximum collectif. Il précise en disant que :

« The determination of the coefficients economically most advantageous can only be done in an experimental way: and not on a small scale, as could be done in a laboratory; but with experiments on a very large scale, because often the advantage of the variation has its origin precisely in a new and greater dimension of the undertaking. Experiments may be successful in the sense that they may lead to a lower cost combination of factors; or they may be unsuccessful, in which case that particular organization may not be copied and repeated and others will be preferred, which experimentally have given a better result. »¹⁴.

Par sa contribution, l'économiste italien va également tenter de résoudre plusieurs problèmes que nous recensons compendieusement sans pour autant les développer. Il se penche, en effet, sur la question de la répartition des revenus de certains facteurs primaires détenus par la collectivité, notamment la terre et se pose identiquement la question pour le profit des entreprises. Il s'interroge par ailleurs sur la question du financement des investissements par l'épargne de la population, l'État étant seul à pouvoir la collecter et développe ainsi une démonstration sur le taux d'intérêt, levier qui permet de faire varier celui d'épargne. Enfin, il reprend brièvement la critique du gaspillage incessant de capital liée à l'innovation technologique dans le système concurrentiel et juge qu'il perpétuera avec le socialisme.

L'article de Barone et la démonstration qu'il y mène reste l'une des plus fondamentales analyses économiques du socialisme, notamment dans la mesure où les socialistes libéraux qui lui succèdent vont s'appuyer sur le modèle instigateur qu'il développe. Un autre économiste, suédois, propose dans le même temps une théorie semblable à celle de Barone et Pareto.

Une conception similaire chez Cassel

Gustav Cassel est un éminent économiste suédois, personnage majeur de l'École de Stockholm, distingué non seulement par son importance au sein de l'école suédoise mais aussi par l'œuvre théorique qu'il a produite et qui vient perfectionner la structure dessinée par les marginalistes, ses influences étant majoritairement walrasiennes. Néanmoins, nous nous pencherons uniquement sur quelques résultats qu'il émet dans son *Traité d'économie politique*¹⁵. En effet, pour autant pas davantage socialiste que Pareto et Barone, Cassel va développer une conception similaire du socialisme. Dans les grandes lignes, on peut d'abord retenir la nuance conceptuelle importante qu'il introduit entre le socialisme en tant que théorie et le communisme en tant que modèle de gestion. En effet, il définit la société socialiste comme

« une économie d'échange fermée où la totalité de la production est uniquement assurée par cette société et pour son compte par une autorité supérieure compétente et où tous les moyens matériels de production appartiennent à la société, mais où les libertés de travail et de consommation existent encore dans la mesure essentielle à l'économie d'échange [...] Il n'y a pas de raison pour que la

¹⁴ *Ibid.*, p. 288.

¹⁵ *Theoretische Sozialökonomie*, 1918, Leipzig. Les extraits sont issus de la traduction française, d'après la 4^{ème} éd. allemande, *Traité d'économie politique*, 1929, par H. Laufenburger et G. de Persan, Paris, Girard.

société socialiste donne un champ plus large au principe de gratuité, car ce dernier appartient au communisme et non au socialisme »¹⁶.

Le socialisme est pour Cassel une économie monétaire dans laquelle le salariat subsiste. Il complète sa pensée en disant que le système de prix qui existe se doit d'être fondé sur le principe de la rareté. L'économiste suédois plaide, par ailleurs, pour le maintien de l'intérêt dans une société socialiste. En effet, il juge que la disparition du système de classe et donc de la bourgeoisie, n'entraînera pas celle de l'intérêt, qui relève de « caractères essentiels de la vie humaine » [Cassel, 1929, p. 367.]. Le taux d'intérêt est nécessaire pour limiter la demande de capital qui nuit à la consommation. « Les demandes de capital, qui se manifestent lorsque le taux d'intérêt est nul, sont absolument insatiables. » [Cassel, 1929, p. 369.]. L'intérêt est seul à même de pouvoir répartir rationnellement le capital entre les différentes branches de production. Une conception similaire sur l'intérêt se retrouve chez Barone (1908).

Comme nous l'annoncions, cette première partie introductive à l'idée du socialisme de marché, a permis de faire émerger deux courants contributifs importants. Indéniablement, le marxisme est l'une des incarnations les plus illustres du socialisme et le socialisme libéral ne déroge pas à s'en inspirer. Néanmoins, les influences sont nombreuses et les moult auteurs qui contribuèrent à circonscrire le cadre de cette conception ont des origines dissemblables. Les apports néoclassiques sont importants pour plusieurs économistes que nous verrons par la suite ; certains n'hésitant pas à concéder des mécanismes propres au marché dans leur analyse pour tenter d'essuyer les critiques véhémentes des économistes libéraux, notamment de l'École autrichienne. À ce titre, nous observerons dans les développements qui suivront que des débats ont émergé entre ceux se déclarant socialistes de marché et marqué d'une tradition néoclassique peu ou prou importante et ceux défendant un socialisme doctrinaire marxiste, répudiant l'imprégnation parfois trop forte du marché dans la théorisation développée.

PARTIE 2 – L'OFFENSIVE LIBÉRALE ET SES PREMIÈRES RIPOSTES

L'assaut de Mises

Nous consacrerons l'ensemble de cette section à l'attaque libérale de Mises à l'encontre du socialisme. Cela ne doit pas étonner le lecteur de ce travail puisqu'il est à l'origine d'une grande partie de la controverse sur la possibilité et les conditions théoriques, techniques et idéologiques du calcul économique dans un système collectiviste. Mises, nous le verrons, dénonce dans un article l'impossibilité du calcul socialiste en raison notamment de l'absence de marché libre comme dans un système individualiste au sens de Barone. Une part importante des conclusions avancées dans cette section sont retrouvées dans l'un des ouvrages de Mises, *Le Socialisme : Étude Économique et Sociologique*, initialement publié en 1922.

¹⁶ *Ibid.*, p. 178.

Ancien étudiant de l'Université de Vienne, Mises y suit notamment le séminaire privé de Böhm-Bawerk. C'est notamment sous l'influence des thèses de ce dernier et de celles de Menger, que Mises va délaisser son intérêt pour celles de l'École historique allemande, alors à leur apogée autour de 1900, au profit des idées libérales de l'école autrichienne. Il organise un séminaire privé bimensuel à l'Université de Vienne de 1920 à 1934. Son *Privatseminar* est particulièrement reconnu et attire de célèbres économistes comme Hayek, Lionel Robbins ou encore Oskar Morgenstern. C'est au cours de ces années qu'il développe et expose les thèses qui feront sa renommée. Les zélotes du courant autrichien incarnent une tradition antisocialiste impétueuse et la pensée de Mises en est un symbole influent.

L'article¹⁷ est publié trois ans après la Révolution russe de 1917. Néanmoins, il n'est pas écrit pour y faire suite puisque Mises attaque plusieurs courants socialistes et vise notamment les partis sociaux-démocrates allemand et autrichien qui admettent toujours la théorie marxiste de la valeur, basée sur le travail et qui vient s'opposer à la loi de la valeur subjective, qui repose sur l'utilité. Mises désapprouve ardemment la loi de la valeur-travail que semblent prôner certains socialistes pour l'élaboration du calcul économique en régime collectiviste (le nom d'Otto Bauer est notamment cité). Il juge cet argument irrecevable puisque, selon lui, le travail n'est pas « une grandeur homogène et toujours uniforme »¹⁸ et il n'est pas le seul facteur primaire servant à la production. Néanmoins, le vrai cheval de bataille de Mises va être de démontrer le manque de rationalité économique dans le système socialiste et donc l'impossibilité d'un calcul économique. Le régime collectiviste est imaginé par Mises dans les mêmes termes que celui de Barone. Comme le souligne Mises dans son article, les socialistes jugent que l'État peut diriger l'économie par des flux en nature. À ce titre, Mises émet une réprobation forte, en disant qu'il est illusoire « de croire que dans l'économie socialiste, le calcul en termes de monnaie pourrait être remplacé par le calcul en nature »¹⁹. Seul le calcul en valeur peut être exercé mais l'économie socialiste ne remplit pas les conditions qui s'appliquent. Il explique notamment que :

« Il en résulte que la société socialiste accorde une place à l'emploi d'un instrument d'échange universellement reçu, la monnaie. Sa fonction sera en principe la même que dans l'économie « libre » ; dans les deux cas, la monnaie est l'intermédiaire des échanges, accepté par tous. Mais, dans le régime social fondé sur la propriété collective des moyens de production, elle n'a pas le même rôle que dans le régime fondé sur la propriété privée : il est infiniment plus limité, puisque l'échange y a moins d'importance et ne s'étend qu'aux biens de consommation. Les biens de production n'étant pas échangés, on ne peut connaître leur prix, leur valeur monétaire. On ne peut conserver dans la

¹⁷ Von Mises L., 1920, « Die Wirtschaftsrechnung im sozialistischen Gemeinwesen » dans *Archiv für Sozialwissenschaften und Sozialpolitik*, vol. 47. Nos références sont issues de la traduction française : *Le calcul économique en régime socialiste*, Paris, Institut Copet, 2019.

¹⁸ *Ibid.*, p. 16.

¹⁹ *Ibid.*, p. 24. Comme nous aurions pu l'exposer, certains socialistes étaient favorables à l'instauration d'une comptabilité nationale en nature et d'une suppression du système de prix et de la monnaie ; c'est entre autres le projet d'économie naturelle de Otto Neurath.

communauté socialiste le rôle que la monnaie joue dans l'économie « libre » pour le calcul de la production. Le calcul de la valeur en termes de monnaie devient impossible.»²⁰.

Ce résultat est fondamental dans l'apport de Mises. L'absence d'un système de prix, tel qu'il existe dans un régime de libre-concurrence, empêche les autorités centrales planificatrices de savoir comment optimiser la production et la répartition et de connaître les combinaisons de facteurs de production qui permettront d'atteindre, techniquement et économiquement, les objectifs fixés. Mises conclut en disant que : « Lorsque la liberté des transactions du marché fait défaut, il ne peut se former de prix ; sans formulation de prix, il n'existe pas de calcul économique. [...] Les rapports d'échange ne peuvent se former pour les biens de production que sur la base de la propriété privée des moyens de production » [Mises, 2019, p.30].

Le libéral autrichien parachève son écrit par émettre quelques réticences quant au statut et au fonctionnement des entreprises socialisées, desquelles il fait émerger deux faiblesses ; d'abord un risque d'absence d'innovation et d'initiative puisque le pouvoir est quasiment inexistant dans ce type de société et une menace liée à l'absence de responsabilité individuelle des dirigeants, puisque dans la mesure où ils ne possèdent aucun capital, seule leur responsabilité morale est engagée et la possibilité d'une prise de risque excessive existe.

La contribution de Mises est le parfait reflet de la crainte des libéraux de la montée du socialisme, conséquence entre autres de la Révolution russe. La détermination de l'économiste autrichien de démontrer l'impossibilité du calcul économique dans une société collectiviste lance la controverse qui va suivre entre les partisans du socialisme de marché et l'école autrichienne, dont la première réplique est attribuée à Taylor en 1929. Pendant près de 10 ans, l'article de Mises s'est imposé dans la littérature économique germanophone et peu d'idées nouvelles émergent.

La réponse des socialistes de marché aux attaques libérales est assez claire et limpide. Les auteurs vont démontrer, parfois par des chemins théoriques et idéologiques différents, la thèse selon laquelle un calcul socialiste est réellement envisageable et qu'il est efficace. Il est vrai, la rétorsion s'est fait attendre et la position libérale a fait figure de proue pendant de longues années. Mais les interventions de certains économistes socialistes ont fait prendre une nouvelle direction à la controverse.

Le *trial-and-error* de Taylor

Fred Manville Taylor demeure un auteur assez méconnu, au même titre que Dickinson que nous verrons peu après. Pour autant, la contribution de Taylor dans la littérature économique est riche, à en juger par le fait qu'il occupa le poste de président de la prestigieuse *American Economic Association* en 1929. Professeur à l'Université du Michigan, il est alors reconnu pour sa contribution au socialisme de marché, que nous allons à présent relater. Le 27 décembre 1928, alors qu'il s'apprêtait à prendre la présidence de l'*American Economic*

²⁰ *Ibid.*, p. 14-15.

Association, il délivre devant son meeting annuel un discours, qui sera publié en mars 1929 dans la revue de cette même association sous le titre « The Guidance of Production in a Socialist State ». Ce petit article²¹ n'en demeure pas moins riche en retentissement puisqu'il dévie le sens de la controverse initiée par Mises.

L'idée de Taylor et d'autres socialistes est de faire ressortir un système de prix par la confrontation d'un marché des facteurs primaires et d'un marché des biens de consommation ; rejoignant en cela la proposition précédente de Barone. Le cadre socialiste dans lequel Taylor élabore son modèle est le suivant. Il imagine un État qui se charge d'attribuer à chaque citoyen un revenu monétaire donné ; dans ce même État, les citoyens peuvent utiliser leur revenu pour acheter des biens de consommation produits par les usines nationalisées. Il s'en suit une condition qui dicte que le revenu attribué est défini de façon à ce que la dépense du revenu total de la population soit égale au total des prix des biens de consommation disponibles. Par cette règle de répartition, les préférences des individus orientent la production nationale. Taylor la définit comme « a procedure which would virtually authorize the citizen to dictate just what commodities the economic authorities of the state should produce »²². Avant d'entrer au cœur de l'exposition de son raisonnement, Taylor rappelle ce qu'est un État socialiste :

« the state is to be the sole responsible producer, that is, the sole person natural or legal who is authorized to employ the economic resources of the community, its stock or income of primary factors, in producing commodities »²³.

L'économiste présente ensuite son modèle. Il insiste notamment sur l'égalité entre le prix des biens et leur coût de production, condition d'équilibre fondamentale pour lui et que nous avons déjà rencontré chez plusieurs auteurs. Ce coût correspond à la valeur totale des facteurs primaires nécessaires à la production du bien. Après avoir défendu la procédure de répartition, Taylor s'attaque à l'épineux problème de l'imputation qu'il définit comme « the problem of ascertaining the effective importance in the productive process of each primary factor »²⁴. Sans l'information sur la valorisation des facteurs primaires, l'État socialiste ne peut atteindre la condition d'équilibre que nous avons précédemment mentionnée. Pour y remédier, Taylor présente la méthode du *trial-and-error* que nous nous proposons d'exposer.

« The particular method of procedure which would seem most suitable for dealing with this problem in the case of a socialist state is a form of the so-called method of trial-and-error, that is, the method which consists in trying out a series of hypothetical solutions till one is found which proves a success. »²⁵

La procédure s'effectue en cinq étapes. La première consiste à demander aux dirigeants d'entreprise d'attribuer à chaque facteur une évaluation de ce dernier sur la base de l'expérience et d'une analyse minutieuse ; l'objectif étant d'avoir une estimation de valeur la plus proche

²¹ Taylor F. M., « The Guidance of Production in a Socialist State », *American Economic Review*, mars 1929, p. 1-8.

²² *Ibid.*, p. 1.

²³ *Ibid.*, p. 2.

²⁴ *Ibid.*, p. 6.

²⁵ *Ibid.*

possible du facteur. Une fois cette évaluation effectuée, il est demandé aux gestionnaires de considérer qu'il s'agit d'estimations parfaitement correctes et de les appliquer aux opérations de production. Ensuite, Taylor explique que ces mêmes exploitants devront être attentifs aux résultats de façon à pouvoir repérer toute erreur dans l'évaluation. Dès lors, si des résultats incorrects apparaissent, il s'agirait de corriger immédiatement l'évaluation à la hausse si l'estimation était trop faible et à la baisse dans le cas contraire. L'ultime étape est de naturellement appliquer cette procédure jusqu'à obtenir l'évaluation correcte de chaque facteur. Selon Taylor, cette procédure simple est infaillible et l'affût des autorités aboutira indubitablement à repérer les écarts d'évaluation. Mais nous pouvons souligner qu'elle repose sur l'hypothèse forte d'une parfaite connaissance des techniques de production et des préférences des agents et du contrôle de la répartition initiale des revenus, ce qui n'est pas réalisable dans une économie de libre-concurrence. En résumé, si l'évaluation des facteurs était trop basse, nous pouvons déplorer une pénurie de biens et les autorités planificatrices vont réévaluer à la hausse les facteurs jusqu'à retrouver l'équilibre. À l'inverse, si les évaluations des facteurs sont trop hautes, nous pouvons espérer un excédent de production, un surplus, et donc les autorités vont revoir le prix des facteurs à la baisse.

Cette réponse au problème de l'imputation paraît globalement simple et efficace. Pourtant, il n'a pas toujours été résolu avec une telle facilité, à en croire les développements de plusieurs économistes. Celui d'Eugen von Böhm-Bawerk est assez signifiant, lui prônant la pondération du coût de chaque facteur primaire par la durée de leur présence dans le bien produit. La vision de Taylor s'éloigne de son collègue autrichien, notamment dans la mesure où l'économiste américain ne semble pas se soucier de la résolution de l'imputation liée à l'incorporation dans le produit de facteurs provenant de plusieurs entreprises. Cette contribution de Taylor repose sur une vision déjà rencontrée chez plusieurs auteurs néoclassiques et un parallèle avec le tâtonnement walrassien est inévitable. Il est vrai, nous l'avons déjà souligné, que les auteurs qui vont venir répliquer face à la critique libérale autrichienne sont, pour majorité, des auteurs marginalistes favorables au socialisme qui cherchent à défendre leur projet en s'appuyant sur le modèle de la théorie de l'équilibre général de l'École de Lausanne. Une exception majeure peut être faite avec la contribution de Dobb que nous verrons dans quelques lignes. Néanmoins, nous nous proposons dans l'immédiat d'exposer le développement de Dickinson qui donne une suite directe à l'apport de Taylor.

Une réponse directe à Mises : la formation des prix selon Dickinson

Comme nous l'avons relevé pour Taylor, Henry Douglas Dickinson reste malheureusement assez peu connu malgré une contribution économique riche sur l'idée du calcul socialiste et une analyse majeure sur la formation des prix. Après avoir suivi une formation dans la prestigieuse Université de Cambridge, Dickinson occupe un poste de maître de conférences à l'Université de Leeds puis à partir de 1947 est affecté à une place de professeur à l'Université de Bristol. En 1933, il publie un article dans la revue britannique *The Economic*

Journal intitulé « Price Formation in a Socialist Community ». Cette publication se veut une rétorque directe à l'article dévastateur de Mises. En reprenant la trame de Taylor, Dickinson va démontrer que le libéral autrichien a tort, que le calcul socialiste est possible et valide et que le régime collectiviste peut habilement résoudre les problèmes économiques purs.

L'économiste britannique introduit son article en rappelant les charges libérales de Mises (d'autres auteurs sont mentionnés, notamment Boris Brutskus et George N. Halm) et poursuit en définissant la visée de son travail :

« It is the object of this article to refute the first of Mises's criticisms of socialism and to show that a rational pricing of instrumental goods is at least theoretically possible in a socialistic economy. »²⁶

Les postulats posés par Dickinson sont forts et peuvent surprendre. Le cadre est semblable à celui retrouvé chez Barone ou Mises. La propriété privée est reconnue pour des biens de consommation personnelle mais rejetée pour les biens servant à des échanges. L'ensemble des ressources naturelles et des moyens de production sont propriété de la communauté, de même que la production est organisée et gérée par cette dernière. Il établit, par ailleurs, que les activités économiques se divisent en deux secteurs, celui de la consommation individualisée et celui de la consommation socialisée. Il poursuit en exposant le cadre de production. La communauté distribue à la population un pouvoir d'achat qui permet à chaque individu de consommer. Néanmoins, Dickinson n'hésite pas à concéder au marché quelques fonctions habituellement retrouvées dans une économie de libre-concurrence. La production dans le secteur de la consommation individualisée est assurée par des sociétés autonomes dont le fonctionnement se rapproche de celui des sociétés à responsabilité limitée d'une économie capitaliste. Chaque unité de production est autonome. Les entreprises sont comptablement regroupées sous forme de *trusts* selon la nature de leur activité. Ces *trusts* sont ensuite rassemblés dans une grande industrie et toutes les industries sont surveillées par un Conseil Économique Suprême (CES), présent dans l'URSS. Toutes les entreprises coopèrent entre elles et se transmettent mutuellement l'ensemble des informations de production. Dickinson conclut en disant que :

« Although the forms of capitalistic organisation are maintained, there is one fundamental difference in that there is fullest publication of output, costs, sales, stocks, and other relevant statistical data. All enterprises work as it were within glass walls. »²⁷.

Il se penche ensuite sur la question de la formation des prix, d'abord pour les biens de consommation puis pour les biens de production. La particularité de Dickinson est de faire intervenir de grands services statistiques dans les agences de vente, les organes de production et le CES. Théoriquement, il rappelle combien il peut être délicat de déterminer la demande d'un bien, étant donné qu'elle n'est pas uniquement fonction de son seul prix mais du prix de toutes les marchandises qui concourent à sa production ; difficulté qui avait déjà été soulignée par Cassel notamment dans son *Traité d'économie politique*. L'équilibre du prix des biens de consommation est atteint par une méthode qui garantit un niveau constant de stock, servant à couvrir les besoins courants. Pour ce faire, nous retrouvons dans le fond le modèle du *trial-and-*

²⁶ Dickinson H. D., « Price Formation in a Socialist Community », *Economic Journal*, juin 1933, p. 237-250.

²⁷ *Ibid.*, p. 239.

error présenté par Taylor. Lorsque les stocks sont insuffisants, les agences de vente augmentent le prix et lorsqu'ils sont élevés, elles le diminuent. L'objectif est de réduire au minimum la marge entre le coût et le prix de vente. Quant au prix des biens de production, la réponse donnée semble être aussi simple que pour les biens précédents. Une fois que le prix des facteurs primaires a été déterminé, Dickinson explique que nous pouvons calculer les prix des biens de production selon une procédure d'approximations successives. Les entreprises ralentiront voire cesseront l'activité productive des biens dont le prix de demande est inférieur à leur prix de revient. Dans le cas contraire, les organismes de production augmenteront la fabrication des marchandises dont le prix est supérieur au coût de revient supporté. Par ce processus itératif, les prix d'équilibre seront déterminés. Dickinson complète en disant que de cette manière, « the costs are imputed from the demand for the marginal product and then deputed back to all other products »²⁸. Enfin, sur la question des salaires, Dickinson considère que la société collectiviste doit payer chaque employé à la valeur de marché de son travail.

Une fois toutes les conditions détaillées pour conduire ce système économique à l'équilibre, l'économiste britannique juge qu'il est possible de les remplacer par un système d'équations, à l'appui des statistiques dont dispose le CES. La résolution de ce système d'équations simultanées semble se rapprocher de celle de Barone mais Dickinson ne détaille que très peu les termes et inconnues du système. Il précise simplement que ce dernier devra faire apparaître quatre types de fonctions : une fonction de demande pour chaque bien de consommation qui relierait le prix à la quantité consommée, une fonction qui relie les quantités de biens consommés avec la quantité de facteurs primaires nécessaires à leur production, une fonction pour chaque produit qui exprime l'égalité entre le prix de vente et le coût de revient et une fonction d'offre pour chaque bien de production qui relie le prix à la quantité demandée.

Dickinson se penche ensuite sur le thème de l'intérêt dont nous proposons un rapide mais nécessaire tour d'horizon. Pour lui, comme pour d'autres auteurs se défendant plutôt du courant marginaliste ou néoclassique, l'intérêt est essentiel dans le fonctionnement économique. Il le souligne en disant :

« Two more things are necessary to a complete costing system. These are an allowance for time spent in production (interest or discount) and an allowance for risk (in the form of a surcharge above the normal rate of interest) »²⁹.

L'intérêt est donc pour lui primordial dans le choix des investissements, selon une problématique de temps et une problématique de risque. Certains seront plus rapidement rentables que d'autres selon le nombre d'années nécessaires de recette qui permettront de couvrir la somme initiale d'investissement. Si la communauté investit dans un projet agricole qui ne produira que plusieurs siècles plus tard, elle risque de souffrir de pénurie. Sur la question du risque, Dickinson complète en disant que :

²⁸ *Ibid.*, p. 241.

²⁹ *Ibid.*, p. 242-243.

« Unless risk is taken into account it will appear worth while to spend resources on any branch of production where there is even an infinitesimal chance that the product will be wanted. »³⁰

Le CES a la charge de la planification globale de l'ensemble des investissements de la communauté. À cette fin, il enjoint toutes les entreprises de transmettre l'ensemble des informations qui relèvent des demandes. En agrégeant les courbes de demande individuelle pour chaque entreprise, Dickinson indique que l'autorité planificatrice pourra déterminer une courbe de demande de capital et donc décider du besoin en investissement. Par ailleurs, chaque entité de production doit fournir un plan d'investissement à option, i.e. qui présente plusieurs investissements selon différentes valeurs du taux d'intérêt. « Two procedures can now be followed, according as to whether interest-rate or quantity of accumulation is to be taken as the independent variable. » [Dickinson, 1933, p. 244.]. Dans le cas de la première procédure, le CES devra tenir compte des avancées technologiques et de la variation des paramètres économiques, comme les préférences des consommateurs par exemple. Ainsi, si les inventions ou les goûts *décroissent*, le montant de nouveau capital à réunir diminuera. Dans le second cas, où le volume d'accumulation est pris comme une variable indépendante, Dickinson prône l'utilisation de la formule de Ramsey³¹. Il rajoute que le taux d'intérêt est assorti d'une surcharge de risque. En effet, même si le risque économique *devrait* disparaître dans une communauté socialiste planifiée, il demeure puisque selon les postulats du modèle de Dickinson, les individus restent libres dans le secteur de la consommation individualisée, i.e. sur les marchés des biens de consommation et ceux des facteurs primaires de production. Quant au calcul de cette surcharge de risque, il s'avère plus complexe que celui du taux d'intérêt. Il suppose une nouvelle fois un processus itératif de détermination sur la base de l'expérience passée et des habitudes. Au départ, la mesure peut être le fruit du « flair » du dirigeant de l'unité de production mais à terme, le calcul devra s'appuyer sur un traitement statistique complet « based on the frequency distribution of sales and of price changes »³².

Dickinson poursuit en reprenant plusieurs points de l'analyse pigouienne³³ de l'évaluation des coûts. En raison de l'impertinence que représente la contribution d'Arthur Cecil Pigou dans notre travail, nous mettrons simplement en exergue un résultat fort de l'analyse de Dickinson. Il juge que la détermination socialiste des coûts permet de réduire voire éliminer l'écart entre le produit marginal net social et le produit marginal net individuel, ce que ne peut faire une évaluation individualiste des coûts. Il termine son exposition en disant que :

« The beautiful systems of economic equilibrium described by Böhm-Bawerk, Wieser, Marshall and Cassel are not descriptions of society as it is but prophetic visions of a socialist economy of the future »³⁴.

³⁰ *Ibid.*, p. 243.

³¹ Formule issue d'un modèle de croissance éponyme qu'il présente dans « A Mathematical Theory of Saving », *Economic Journal*, décembre 1928, p. 543-559.

³² Dickinson H. D., *op. cit.*, p. 245.

³³ Pigou, A. C., *The Economics of welfare*, 1920, Macmillan.

³⁴ Dickinson H. D., *op. cit.*, p. 247.

Enfin, Dickinson termine l'exposition de ses idées par présenter le *Social Fund*. Ce fond social permet de financer les investissements publics et la production de biens sociaux. Il se compose du rendement des ressources naturelles, de l'intérêt sur le capital, des surcharges de risque et des profits liés à une variation positive imprévue de la demande, entre autres. L'ensemble de ces recettes, qui sont avant tout des termes comptables, ne revient pas directement aux individus mais alimente le fond social.

Une controverse dans la controverse : Dobb et Lerner

Économiste britannique, Maurice Herbert Dobb fut l'un des plus influents défenseurs du marxisme en Grande-Bretagne. Après avoir été admis au sein du prestigieux Pembroke College de l'Université de Cambridge, il part à la London School of Economics pour y décrocher un doctorat puis obtient un poste d'enseignant à l'Université de Cambridge. Membre proche du parti communiste anglais, ses travaux portent majoritairement sur les économies socialistes et les problèmes du développement économique. En décembre 1933, Dobb publie un article sur « La théorie économique et les problèmes d'une économie socialiste »³⁵ avec deux visées. La première est une critique de plusieurs précédentes contributions sur le socialisme de marché ; la seconde étant davantage une volonté d'exposer une réponse aux attaques libérales sur l'impossibilité du calcul économique avec une défense doctrinaire marxiste.

Économiste américain, Abba Lerner est connu pour ses contributions majeures dans plusieurs analyses et souvent aux côtés de grands noms comme Hayek, Samuelson, Friedman ou encore Marshall. Étudiant, lui aussi, à la London School of Economics, il complète sa formation par une visite à l'Université de Cambridge puis celle de Manchester, au cours de laquelle il se rapproche notamment de J. M. Keynes. En octobre 1934, Lerner d'influence notamment parétienne, publie un article sur « La théorie économique et l'économie socialiste »³⁶ avec, là encore, deux visées. La première est une série de reproches adressés à Dobb et son article ; la seconde se veut l'exposition d'une contribution en plusieurs articles sur le socialisme de marché, en insistant notamment sur la question des systèmes de prix et des structures de coûts marginaux.

Nous allons ici introduire une controverse dans la controverse, entre Lerner et Dobb, opposant deux visions socialistes, néanmoins complémentaires. Dans son article, Dobb va reprendre à plusieurs reprises la contribution de Dickinson, la jugeant envahie par le marché. En effet, comme nous l'avons exposé précédemment, Dickinson appartient à la doctrine du socialisme néoclassique, n'hésitant pas à introduire dans son analyse plusieurs postulats attachés traditionnellement au régime de libre-concurrence. Dobb, socialiste marxiste, émet une réprobation forte contre ces idées qui viennent dénaturer le socialisme. Refusant la place trop

³⁵ Dobb M. H., « Economic Theory and the Problems of a Socialist Economy », *Economic Journal*, décembre 1933, p. 588-598.

³⁶ Lerner A., « Economic Theory and Socialist Economy », *The Review of Economic Studies*, octobre 1934, p. 51-61.

importante attribuée au marché dans le régime collectiviste, il vante les mérites d'une autorité planificatrice et insiste sur le rôle prépondérant qu'elle peut jouer, y compris dans les décisions économiques des agents. Lerner répond aux propositions et critiques de Dobb en commençant par implicitement dessiner une similarité avec le dialectisme marxiste³⁷ ; Mises est la thèse, Dobb l'antithèse et Dickinson la synthèse. Lerner exprime ainsi sa charge contre Dobb :

« Without the pricing system that Mr. Dickinson, and once Mr. Dobb, were seeking to develop it is impossible for an economic system of any complexity to function with any reasonable degree of efficiency. All Mr. Dobb's arguments and illustrations to the contrary are erroneous or irrelevant. While starting out with the argument that pricing is not necessary, Mr. Dobb soon finds himself in the company of " Mises" in dogmatic assertions of its impossibility. »³⁸.

Nous évoquons il y a quelques lignes l'idée développée par Dobb de faire jouer un rôle prépotent au planificateur, cela s'appliquant jusqu'au choix des consommateurs. Il dénonce l'héritage bourgeois du XIX^{ème} siècle, jugeant les vertus de la *démocratie économique* attribuées au marché libre comme totalement illusoire. Dobb ajoute :

« In a socialist society property will be in the hands of the State, and this fundamental cost-relation will, of necessity, be determined *a priori* by the decisions of the State as to the proportion of resources to be devoted to the production of consumable goods and of capital goods. [...] The relation is clearly a determining, not a determined, factor in the market system. »³⁹.

Dobb réprovoque cette illusion selon laquelle cette relation est déterminée par un taux d'intérêt *naturel* dans une communauté socialiste. Dans une économie collectiviste, le taux d'intérêt, le niveau des salaires et la répartition des ressources sont des éléments nécessairement déterminés par l'État. Lerner émet une critique véhémente à l'égard des propos de Dobb. Il juge, en effet, que la perte de liberté dans le choix des consommateurs serait dangereuse et inutile et il estime très suspect de considérer que « somebody else (the Government, Mr. Dobb ?) knows better than the people themselves what is really good for them. » [Lerner, 1934, p. 54.]. Le système de prix a toute sa place dans une économie socialiste pour Lerner. Quand bien même les décisions de consommation seraient prises par un *dictateur* ou une *oligarchie*, le mécanisme de prix sera toujours nécessaire, pour comparer les productivités marginales à chaque étape de l'ensemble du processus productif d'un bien et ainsi atteindre la maximisation ; cette dernière étant purement technique, ce sont des quantités physiques produites qui sont maximisées.

L'économiste américain poursuit en condamnant la bureaucratie. Reprenant la critique de Dobb, Lerner déclare que la réprobation, par les socialistes marxistes, du système de prix « bourgeois » d'une économie libre tient au fait qu'il échappe au pouvoir des bureaucrates. À ce titre, il cite plusieurs fois Trotski, qui lui est favorable à l'insertion de processus propres au marché dans une économie socialiste. Trotski déclare notamment que la comptabilité économique « is unthinkable without market relations. »⁴⁰.

³⁷ *Ibid.*, p. 51.

³⁸ *Ibid.*, p. 55.

³⁹ Dobb M., *op. cit.*, p. 593.

⁴⁰ Trotsky L. D., *Soviet Economy in Danger*, octobre 1932, p. 33.

Les deux économistes vont également se confronter sur la question de l'atteinte de l'optimum et de la maximisation. On entend ici par « maximum », l'égalisation des utilités marginales et des productivités marginales. Dobb commence par citer Nicholas Kaldor qui déclare que le planificateur, dans une économie socialiste, risque d'atteindre un nombre infini de positions d'équilibre et qu'il n'aurait alors aucun moyen de pouvoir choisir la meilleure⁴¹. Dobb poursuit en disant que :

« But this is precisely the dilemma of any pure equilibrium theory: it can give no means at all for preferring the " unique " equilibrium of an individualist economy to any of the *n* possible alternative equilibria that a planned economy might choose. »⁴².

Lerner rétorque et estime que Dobb tente de vouloir imposer un optimum *transcendantal* en lieu et place de l'optimum de marché. Dobb refuse le système de prix puisqu'il juge qu'il n'est possible d'atteindre un optimum unique avec ce mécanisme marchand, qui repose sur une valeur transcendantale. Si le système de prix est différemment composé, alors il est possible d'obtenir un autre optimum, qui ne serait pas forcément moins recevable que le premier. Lerner souligne que Dobb a tort dans la définition qu'il adopte de l'optimum. Le problème ne se situe pas tant dans le système de prix puisque dans ce dernier, le prix n'est pas le déterminant ou la *norme* qui permet de définir une position comme un « maximum ». Ainsi, pour Lerner :

« A maximum of the kind the "equilibrium" economist talks about is reached if the marginal productivity of all factors bear to each other the same proportions in all industries. This is a maximum only in the sense that when such a position is reached it is no longer possible to increase the output of one industry without diminishing the output in other industries. »⁴³.

L'exposition de ce désaccord entre Dobb et Lerner est fondamentale et contributive en ce qu'elle constitue le point d'orgue du développement qui a précédé. Cette controverse dans la controverse est illustre à deux titres. En premier, elle est une preuve que la définition du socialisme de marché et de sa théorisation est l'objet de débats et de discordances et donc qu'il s'agit d'une notion centrale dans l'histoire de l'analyse économique. En second lieu, elle nous invite à nous rattacher à l'un de ses courants ; soit un socialisme libéral, attaché aux mécanismes marchands, ne répudiant pas son inclination pour la théorie néoclassique ; soit un socialisme marxiste, au sens de Dobb, en ce qu'il refuse l'invasion des postulats de la libre-concurrence dans sa définition. Comme nous le soulignons dans l'introduction, ces deux courants ne sont pas les seuls à émerger du « socialisme » mais ils sont fondamentaux dans notre travail, du fait de la construction analytique, d'un point de vue historique, du socialisme libéral. L'approche de Dobb est particulièrement singulière, en ce qu'il répond aux arguments des libéraux en avançant que le planificateur peut se substituer à l'ensemble des mécanismes marchands ; cette pensée radicale ayant été dans les faits ralliée par très peu d'auteurs.

⁴¹ Kaldor N., « *Planwirtschaft und Verkehrswirtschaft*. by Carl Landauer », *Economic Journal*, juin 1932, p. 276-281.

⁴² Dobb M., *op. cit.*, p. 590.

⁴³ Lerner A., *op. cit.*, p. 53.

Les socialistes de marché ne forment pas une chorale unie. Chacun parle avec son ton, parfois trop libéral, au risque de remettre en question l'intérêt de la planification dans le modèle. La contribution de Mises a effectivement marqué le début de la controverse. Un débat vraisemblablement mal circonscrit. La crainte des libéraux face à la montée en puissance du régime soviétique n'est pas surprenante car il apparaît à bien des égards théoriquement et pratiquement commutable au régime capitaliste. Néanmoins, la réponse socialiste s'est fait attendre, comme l'ont souligné plusieurs historiens de la pensée économique. Jusqu'à la première rétorsion de Taylor, le modèle libéral autrichien s'est imposé, soulignant les défaillances multiples du socialisme, sous l'égide de la pensée marxiste alors dominante. Les contributions de Taylor, Dickinson, Lange, Lerner et tant d'autres sont parvenus à faire prendre une nouvelle direction au débat mais parfois au prix de périlleuses concessions. À ce titre, plusieurs auteurs marxistes, dont Dobb reste probablement le plus illustrant, se sont mis vent debout envers les contributions de leurs confrères et consœurs ; vilipendant un socialisme de marché submergé par les mécanismes de libre-concurrence. Les contributions de ces auteurs n'en restent pas moins fondamentales dans le débat, qui finalement émerge au sein même de la controverse. Le modèle que nous allons analyser dans la partie qui suit ne manquera pas également de faire réagir. Il n'en demeure pas moins, probablement, l'une des théorisations les plus élémentaires du socialisme de marché.

PARTIE 3 – UNE THÉORISATION : LE MODÈLE DE LANGE-LERNER

En 1935, Hayek publie un ouvrage collectif⁴⁴ dans lequel il y intègre une introduction, nommée « Nature and History of the Problem » et une conclusion qu'il intitule « The Present State of the debate ». Nous ne nous attarderons que très peu sur la contribution de Hayek dans ces deux écrits, car, si elles demeurent intéressantes, elles n'en sont que peu contributives dans la mesure où les zélotes du courant autrichien ont écrit énormément sur le sujet du débat sur le calcul socialiste, non pas tant pour débattre de l'interprétation du modèle de coordination walrassien que pour démontrer la supériorité de l'ordre spontané du marché sur la planification. Dans l'introduction de son ouvrage, Hayek adresse une critique à l'égard des marxistes et des socialistes dans leur ensemble qui ont considéré que les théories économiques relevaient uniquement du champ de l'analyse du capitalisme et que le collectivisme suffit à être étudié sous un prisme social. Hayek est notamment critique à l'égard des arguments de Taylor et Dickinson. En effet, ces planificateurs socialistes ont identifié des mécanismes mathématiques de résolution de systèmes d'équations dans le calcul économique en régime collectiviste. L'économiste autrichien émet une réprobation assez forte à l'égard de la solution mathématique proposée par Dickinson notamment. Tout en reconnaissant que cette solution soit une réponse valide à la critique de Mises, la mettre en application serait abominablement complexe et

⁴⁴ Hayek F. A. (ed.), *Collectivist Economic Planning: Critical Studies on the Possibilities of Socialism*, 1935, Londres, Routledge.

laborieux, au regard de l'ensemble des informations qu'il faudrait réunir, du nombre infini d'équations qu'il faudrait résoudre et ce itérativement, ainsi que de l'incertitude au sujet de la collaboration entre l'autorité planificatrice et l'ensemble des dirigeants des unités de production. Il ajoute que la complexité s'observera également dans le nombre indéterminable d'inconnues, tant sur les facteurs primaires, les coefficients de production, les changements des préférences des consommateurs que des données sur l'épargne ou l'investissement. Enfin, il n'est non plus convaincu par la procédure du *trial-and-error* de Taylor en raison des déséquilibres du marché et de l'interdépendance générale du processus productif.

Cadre, principes et résultats du modèle de Lange

La carrière et la reconnaissance d'Oskar Lange ne s'arrêtent pas au socialisme de marché. Économiste et diplomate polonais, il étudie à l'Université Jagellon de Cracovie avant d'émigrer aux États-Unis et obtenir un poste de professeur à l'Université de Chicago en 1938.

Bien que profondément socialiste, il n'en demeure pas marxiste comme en témoignent ses critiques à l'égard de la théorie de la valeur-travail. Il fût, entre autres, remarqué pour ses contributions sur le socialisme de marché bien évidemment, mais également pour des travaux sur la théorie néoclassique. Au regard de plusieurs relectures de Lange, son idée aurait été de concilier dans une même approche le socialisme marxiste et les théories de l'École néoclassique. C'est ce que nous allons explorer dès à présent au travers de sa contribution dans un célèbre article, publié en deux parties, intitulé « On the Economic Theory of Socialism »⁴⁵.

Lange commence par une critique humoristique mais néanmoins sincère de Mises :

« Socialists have certainly good reason to be grateful to Professor Mises, the great *advocatus diaboli* of their cause. For it was his powerful challenge that forced the socialists to recognise the importance of an adequate system of economic accounting to guide the allocation of resources in a socialist economy. [...] Both as an expression of recognition for the great service rendered by him and as a memento of the prime importance of sound economic accounting, a statue of Professor Mises ought to occupy an honourable place in the great hail of the Ministry of Socialisation or of the Central Planning Board of the socialist state. »⁴⁶.

Notons que Lange est le premier auteur à introduire la notion de Bureau Central de Planification (BCP) qui avait néanmoins trouvé son équivalent dans les contributions précédentes.

L'économiste polonais commence par tenter de répondre à l'affirmation de Mises sur l'impossibilité du calcul socialiste, notamment en raison de l'incapacité à construire un système de prix. Pour Lange, la critique de l'économiste autrichien provient d'une incompréhension sur la nature des prix et va alors s'appuyer sur les travaux de l'économiste britannique Philip Wicksteed de son ouvrage *The Common Sense of Political Economy* (1933). Le terme « prix » endosse deux significations : le sens ordinaire ou strict – le taux du rapport d'échanges de deux

⁴⁵ Lange O., « On the Economic Theory of Socialism », *The Review of Economic Studies*, octobre 1936, p. 53-71 (part I) ; Lange O., « On the Economic Theory of Socialism », *The Review of Economic Studies*, février 1937, p. 123-144 (part II).

⁴⁶ *Ibid.*, p. 53.

marchandises sur un même marché – et le sens généralisé ou large – « terms on which alternatives are offered » [Lange, 1936, p. 54.]. La seconde définition doit être adoptée pour résoudre le problème de l'allocation des ressources et ainsi construire un système de prix pour maximiser le choix entre plusieurs alternatives, le problème économique étant bien celui-ci. Cependant, Lange ne donne que très peu d'éléments sur la détermination de ces prix au sens *large*. Il conditionne la résolution de ce problème à trois données nécessaires : une échelle de préférences qui guide le choix, la connaissance des termes des alternatives offertes (i.e. les prix au sens *large*) et la connaissance du stock de ressources disponibles. Nous pouvons supposer que le BCP disposera de l'information sur ces données techniques. La première et la troisième donnée sont considérées comme données, comme cela serait le cas dans une économie capitaliste. La question est plus complexe pour la deuxième donnée, mais Lange répond qu'elle sera déterminée par les fonctions de production. Il ajoute avec certitude : « The administrators of a socialist economy will have exactly the same knowledge, or lack of knowledge, of the production functions as the capitalist entrepreneurs have. » [Lange, 1936, p. 55.].

Lange poursuit en analysant la détermination théorique de l'équilibre général sur un marché concurrentiel. Un marché est qualifié de concurrentiel s'il respecte deux conditions : tous les individus sont *price takers* et la libre entrée et sortie sur le marché doit être garantie. Ensuite, il pose une double condition quant à l'équilibre général : une condition *subjective*, selon laquelle chaque agent économique présent sur le marché, consommateur ou producteur, optimise sa situation sous contrainte des prix d'équilibre et une condition *objective* selon laquelle l'égalisation de l'offre et de la demande de biens aboutit à la détermination des prix d'équilibre. Néanmoins, il faut ajouter, selon Lange, une troisième condition sur « the social organisation of the economic system » [Lange, 1936, p. 57.]. Elle stipule que « the incomes of the consumers are equal to their receipts from selling the services of the productive resources they own » [Lange, 1936, p.57.]. Seules les deux premières conditions sont les strictes conditions de l'équilibre ; les trois étant cependant nécessaires pour déterminer l'équilibre. Elles restent relativement logiques et connues de la théorie de l'équilibre général. Lange détaille ensuite comment la condition *subjective* est obtenue. En premier lieu, il rappelle que les consommateurs maximisent leur utilité sous contrainte budgétaire. En revanche, la règle de maximisation du profit des producteurs diverge, en économie socialiste, de celle d'un régime individualiste. Les dirigeants des entreprises, fonctionnaires, doivent minimiser le coût moyen de production. Ce processus suit deux étapes : d'abord, la détermination des combinaisons optimales de facteurs primaires puis, celle de l'échelle optimale de production. La première est obtenue en égalisant la productivité marginale de la quantité de chaque facteur qui peut être achetée. La seconde est déterminée par l'égalisation du coût marginal et du coût moyen au prix du produit.⁴⁷ Les prix des facteurs primaires sont déterminés par la confrontation libre entre l'offre et la demande sur le marché et ceux des biens produits par le BCP ; les prix de ces derniers pouvant être qualifiés de *paramétriques*⁴⁸, ce qui rend singulier la maximisation du

⁴⁷ *Ibid.*, p. 58.

⁴⁸ Pour une définition de cette terminologie, nous renvoyons à la citation de la note qui suit.

profit en régime collectiviste. Si toutes ces règles sont satisfaites, alors la condition *subjective* est réalisée. Lange conclut : « Thus, the prices of the products and of the factors being given, the supply of products and the demand for factors is determined » [Lange, 1936, p. 58.].

Une fois la solution théorique de la détermination de l'équilibre général sur un marché exposée, Lange propose une solution par l'intermédiaire du *trial-and-error* en s'appuyant sur la méthode du tâtonnement walrassien. Nous nous proposons de détailler les étapes de ce que nous avons précédemment nommé le modèle de Lange. Avant toute chose, il nous semble important de décrire le processus institutionnel à l'œuvre. Il y a trois niveaux de prise de décision : au plus haut, le BCP, notamment en charge d'établir les prix initiaux puis de les ajuster, par une méthode que nous allons explorer ; le BCP est ensuite chargé d'administrer les ministères de la production, chaque branche étant pilotée par un ministre en charge, donc, de son secteur productif ; puis au plus bas de l'échelle, les industries et bien évidemment les consommateurs. Lange souligne pour commencer :

« The solution by trial and error is based on what may be called the *parametric function of prices*, i.e. on the fact that, although the prices are a resultant of the behaviour of all individuals on the market, each individual separately regards the actual market prices as given data to which he has to adjust himself. »⁴⁹.

La première étape consiste, pour le BCP, à fixer des prix de manière arbitraire pour l'ensemble des biens et des facteurs de production. Puis, sur la base de ces niveaux de prix aléatoires, les consommateurs transmettent leurs demandes au BCP tout en maximisant leur utilité. Dans les faits, il est supposable que cet échange d'information soit opéré par la médiation des détaillants. La troisième étape concerne les entreprises. Ces dernières ne vont pas chercher à maximiser leur profit, comme dans une économie capitaliste, en raison de l'absence de propriété privée des ressources productives. Le BCP impose aux firmes de minimiser le coût moyen de production, ce qui permet d'assurer l'égalité des rapports des productivités marginales, comme nous l'avons précédemment développé. Selon la branche dans laquelle l'entreprise est présente, elle va déterminer l'échelle optimale de production qui garantit l'égalisation du prix de vente au coût marginal. Les offres sont ensuite transmises au BCP. Ainsi, par un processus itératif, le BCP dispose de l'information sur les quantités offertes et demandées pour chaque bien. Entre alors en jeu le mécanisme du tâtonnement. Si les quantités sont égales, alors le système de prix est à l'équilibre. Le cas échéant, constatant l'éventuel déséquilibre, le BCP va fixer un nouveau prix. Celui des marchandises dont les quantités demandées dépassent les quantités offertes va augmenter, l'inverse s'observant s'il y a un excès d'offre. Nous obtenons alors un nouvel ensemble de prix, qui pourra encore évoluer jusqu'à atteindre l'équilibre, le BCP répétant pour cela le processus. Lange conclut très positivement :

« Our study of the determination of equilibrium prices in a socialist economy has shown that the process of price determination is quite analogous to that in a competitive market. The Central Planning Board performs the functions of the market. »⁵⁰.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 59.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 64.

Lange ajoute que le revenu est composé de deux parts : l'une correspond aux revenus du travail et l'autre provient de ce qu'il nomme un « social dividend » [Lange, 1936, p. 61.], revenu issu du capital et des ressources naturelles que la collectivité détient. Ainsi, il se calcule en soustrayant aux bénéfices, rentes et loyers la part des investissements industriels publics. Lerner va compléter cette idée de Lange en avançant que ce dividende doit être forfaitairement distribué et non proportionnellement aux salaires, de façon à ne pas entraver le fonctionnement du marché du travail. Lerner va poursuivre plus en profondeur ce concept, qui va devenir un outil comme il l'expose dans son ouvrage *The Economics of Control: The Economics of Welfare* (1944) dans lequel le dividende social est un levier pour lutter contre l'inflation et la déflation, les consommateurs étant invités à dépenser cette part de leur revenu pour stabiliser l'économie. Ainsi, par exemple, si les dépenses sont trop élevées, le dividende social est fixé à un niveau suffisamment bas voire négatif, dans ce second cas il s'agirait d'une taxe, pour réduire la demande et assurer un rééquilibrage des prix. Les systèmes précédents se veulent différents du *social fund* de Dickinson puisque dans ce dernier l'argent n'était pas directement distribué aux individus mais faisait l'objet d'une imputation dans les investissements publics.

Par un raisonnement, qui diffère néanmoins dans le fond, Lange développe un modèle semblable à celui du commissaire-priseur de Walras et nous pouvons à ce titre supputer que le BCP en est la première incarnation physique. Contrairement à ce qu'affirmait Hayek, Lange parvient à prouver qu'il est possible d'effectuer un calcul économique sans pour autant résoudre un système infini d'équations et que les seules qui devront être déterminées sont celles que les agents économiques, consommateurs comme producteurs, résolvent quotidiennement, par exemple en achetant un journal ou en choisissant un menu au restaurant pour reprendre les illustrations de Lange. À ce titre, il déclare :

« For the Central Planning Board has a much wider knowledge of what is going on in the whole economic system than any private entrepreneur can ever have; and, consequently, may be able to reach the right equilibrium prices by a much shorter series of successive trials than a competitive market actually does. »⁵¹.

Le modèle de Lange est illustre à bien des égards et est probablement la démonstration théorique du socialisme de marché la plus relue. Son succès peut s'expliquer de plusieurs manières ; nous en exposons ici quelques-unes. En premier lieu, Lange construit sa démonstration après avoir lu les travaux de ses prédécesseurs. L'analyse qu'il propose parvient à prouver que le socialisme peut être tout autant efficace et légitime qu'une organisation capitaliste et que le calcul économique y est possible, sans contraintes ; il parvient donc à réfuter les critiques de Mises et d'Hayek. Par ailleurs, il faut contextualiser l'article de Lange. Les années 30 sont marquées par une concurrence monopolistique gangreneuse, pratique qui éloigne l'économie de son équilibre, comme l'illustrent magistralement les travaux de Neville Chamberlain, Joan Robinson ou encore Piero Sraffa. L'économie planifiée, au contraire, permet d'atteindre l'équilibre de l'économie et donc aboutir à un optimum parétien. Ce contexte vient

⁵¹ *Ibid.*, p. 67.

accroître la notoriété de Lange et c'est d'ailleurs pour cela que le BCP, dans son modèle, ordonne les entreprises d'appliquer la règle de l'égalisation du prix au coût marginal, limitant les pertes éventuelles, comme cela s'observerait dans la concurrence monopolistique. Ce principe du coût marginal constitue un des fondements du socialisme de marché pour Lerner, dans une contribution que nous exposerons dans la section qui suit.

Néanmoins, le modèle de Lange a aussi fait l'objet de critiques. Elles proviennent, d'une part, des libéraux et notamment de Robbins et Hayek. Dans *La Grande dépression* (1935), Robbins réfute les thèses des socialistes de marché jugeant le processus de correction itératif dans le mécanisme du *trial-and-error* défaillant, puisque l'environnement économique est incessamment modifié, rendant l'obtention parfaite des informations impossible pour le BCP. Hayek va également désapprouver les thèses avancées par Dickinson et Lange, entre autres, puisqu'il admet que ces socialistes de marché postulent une théorie statique de la détermination de l'équilibre alors que la découverte de l'information répond à un processus dynamique et auto-entretenu. Par ailleurs, l'économiste autrichien, au-delà d'être un viscéral anti-communiste, se porte également contre le constructivisme. Penseur oublié de l'épistémologie économique et de la psychologie sociale⁵², il adopte les thèses de Carl Menger dont il est l'héritier et défend ainsi l'individualisme méthodologique, acceptant l'idée que les institutions émergent des interactions sociales et que le marché est un processus de construction des individus vers les institutions ; venant contrer les thèses de ses opposants socialistes. Il est vrai que nous pouvons légitimement nous interroger sur la parfaite coopération des dirigeants d'entreprise avec le BCP dans la transmission des informations et la minimisation des coûts, notamment en raison de l'absence de maximisation du profit et de participation aux bénéficiaires, ce qui peut détourner l'objectivité du comportement. Milton Friedman a également été assez critique du modèle de Lange, le jugeant trop imaginaire et irréel et soulignant le risque d'une bureaucratie trop imposante⁵³. Les critiques proviennent, d'autre part, d'auteurs marxistes et nous allons passer en revue quelques assertions de Dobb à ce sujet. L'économiste britannique avait été assez critique des idées avancées par Lerner et Dickinson notamment et le sera tout autant pour Lange. Dans un ouvrage intitulé *Économie du bien-être et économie socialiste*⁵⁴, il insère une section « Observations sur un débat » dans lequel il va exprimer sa réprobation à l'égard des thèses du socialisme de marché, reprenant dans l'ensemble les arguments qu'il avait déjà avancés dans un précédent article que nous avons étudié. Il souligne notamment que le risque d'une insertion trop importante des mécanismes marchands dans un régime collectiviste peut atteindre le degré de décentralisation si bien que la planification centralisée pourrait être remise en question ; révélant que cette remarque avait déjà été émise antérieurement et cite à ce titre Hayek [1935] et Paul Sweezy [1949]. Il ajoute que Dickinson va lui-même revenir sur

⁵² Nous renvoyons le lecteur vers l'ouvrage *L'Ordre sensoriel* (1952).

⁵³ Friedman M., « Lange on Price Flexibility and Employment: A Methodological Criticism », *American Economic Review*, septembre 1946, p. 613-631.

⁵⁴ Dobb M., *Économie du bien-être et économie socialiste*, 1971, Calmann-Lévy, Paris (1969 pour l'édition originale anglaise).

l'exposé de sa théorie quelques années plus tard et concéder que son développement est erroné et qu'il n'est qu'une simple reproduction du capitalisme débarrassé grossièrement de ses erreurs fondamentales⁵⁵. En définitive, Dobb n'a que très peu foi dans le schéma dessiné par ses collègues et maintient sa défense marxiste sur l'incompatibilité de leur solution concurrentielle avec les règles de la planification centralisée en économie socialiste.

Le principe du coût marginal de Lerner

Dans cette ultime section, nous nous proposons de passer en revue quelques résultats de ce que nous nommons le principe du coût marginal de Lerner. Dans le modèle de Lange, nous avons souligné que le BCP imposait aux entreprises de produire de façon à égaliser le coût marginal au prix. Ce principe est largement admis par moult économistes mais Lerner fait figure de pionnier en la matière pour l'avoir théoriquement explicité dans une série d'articles et nous avons fait le choix de nous concentrer sur l'un d'eux⁵⁶. Dans cet écrit, il discute les contributions de plusieurs auteurs, notamment celles de l'économiste britannique Evan Durbin et bien évidemment celles de Dickinson et Lange. Tout en poursuivant le même objectif théorique que ces deux derniers, il critique leur approche qu'il juge incorrectement problématisée. Il débute son article en disant :

« This article is in the main a protest against the developing tradition, in approaching the problems of socialist economics, of starting from the consideration of competitive equilibrium, instead of going direct to the more fundamental principle of marginal opportunity cost. »⁵⁷.

Avant toute chose, il nous semble nécessaire de revenir brièvement sur la notion de coût marginal. Cette notion peut se définir comme l'accroissement du coût total de production correspondant à une variation infinitésimale du volume de production, i.e. liée à la dernière unité produite. Ce concept revêt une caractéristique temporelle importante, les coûts marginaux s'accroissent avec l'allongement de la période considérée dans la production ; c'est en cela qu'il faut veiller à ne pas confondre les coûts variables et les coûts marginaux. Lerner ajoute :

« If we so order the economic activity of the society that no commodity is produced unless its importance is greater than that of the alternative that is sacrificed, we shall have completely achieved the ideal that the economic calculus of a socialist state sets before itself. »⁵⁸.

Ainsi, si un agent économique, admettons le consommateur, modifie sa consommation tout en gardant inchangée son utilité, le sacrifice de ressources pour la société doit rester constant. Tout changement d'utilité pour l'individu ou d'inconstance du sacrifice pour la société provoquerait un éloignement de l'optimum. Pour atteindre ce résultat, une règle simple est émise par Lerner et peut s'exposer de deux manières différentes. La première version est d'imposer aux dirigeants d'entreprise d'employer un facteur de production tant que son prix est inférieur à sa

⁵⁵ Dickinson H. D., *Economics of Socialism*, Oxford University Press, 1939, p. 220.

⁵⁶ Lerner A., « Statics and Dynamics in Socialist Economics », *The Economic Journal*, juin 1937, p. 253-270

⁵⁷ *Ibid.*, p. 253.

⁵⁸ *Ibid.*

productivité marginale physique multipliée par le prix de vente du produit. La seconde est d'ordonner aux managers d'accroître la production tant que le prix de vente du produit est supérieur à son coût marginal. Cette règle logique permet d'atteindre l'optimum selon Lerner, même si les prix ne sont pas *paramétriques*.

Le reste de l'exposé de ses assertions vient notamment en réponse à la thèse de Durbin mais Lerner va également tenter de démontrer graphiquement la base du théorème du coût marginal. À la fin de son article, par une procédure assez décousue, il tente de contribuer au débat sur la tarification au coût marginal, qui à cette époque, avait déjà connu des développements majeurs chez Pigou (1920) et Harold Hotelling notamment (1938) sous l'égide de l'économie du bien-être. Lorsqu'une telle règle est appliquée, les entreprises ne peuvent couvrir leurs coûts fixes. Les firmes capitalistes ne parviendront pas à le supporter, ce qui n'est pas le cas des entreprises socialistes, pour Lerner. À ce titre, il déclare : « In the socialist State it is so much simpler, because there is no need for any particular firm or industry to cover its costs. » [Lerner, 1937, p. 269.]. Hayek, au contraire, va critiquer l'approche du coût marginal de Lerner. En effet, rappelons-le, l'économiste autrichien considère la théorie de l'équilibre général comme une description tendancielle et intangible de l'économie de marché. Cela vient également s'appliquer aux coûts marginaux. Les entreprises ne peuvent disposer d'une information statistiquement parfaite en tout temps et tout lieu. Le coût marginal n'a donc aucune réalité saisissable pour les entités productrices.

Enfin, nous pouvons faire brièvement état d'une discussion ayant eu lieu par article interposé entre Lerner⁵⁹ et Lange⁶⁰. Dans une première note, Lerner va traiter des assertions que l'économiste polonais a exposé dans son modèle. Le résultat principal que nous retiendrons est que l'économiste américain met en garde Lange de ne pas se détourner de l'optimum pour suivre les règles de la concurrence parfaite. L'équilibre de concurrence parfaite ne coïncide pas nécessairement avec l'équilibre optimal ; ainsi, par exemple, si l'atomicité du marché n'est pas respectée, les firmes n'ont que peu d'intérêt à chercher à minimiser leur coût moyen. Dans une autre note, Lange répond qu'il accepte cette réprobation et admet effectivement que l'optimum doit toujours tenter d'être atteint. Par leurs contributions respectives, les deux économistes vont laisser la trace de ce qui reste à ce jour une démonstration fondamentale du socialisme de marché, d'autant plus en postulant le principe du coût marginal comme pilier ; certains relecteurs n'hésitant pas à parler de modèle de Lange-Lerner.

CONCLUSION

Le socialisme peut-il fonctionner ? C'est une question délicate à laquelle Schumpeter invitait à répondre. L'économiste autrichien, pourtant proche de l'École

⁵⁹ Lerner A., « A Note on Socialist Economics », *The Review of Economic Studies*, octobre 1936, p. 72-76.

⁶⁰ Lange O., « Mr. Lerner's Note on Socialist Economics », *The Review of Economic Studies*, février 1937, p. 143-144.

néoclassique, conçoit un changement prochain (en 1942 !) de régime politique et économique en raison de la rationalité avérée du socialisme et du déclin du capitalisme. La décrépitude de ce dernier trouve sa source en des causes politiques et culturelles selon lui qui admet également une transformation profonde de la classe capitaliste par la concentration du capital. La critique de Mises ne l'a aucunement convaincu. À ce titre, il souligne quant à la rationalité du socialisme :

« L'on doit répondre par l'affirmative. Il n'existe aucune fêlure dans la logique pure du socialisme. La cohérence du socialisme est d'ailleurs si évidente qu'il ne me serait pas venu à l'idée d'y insister si elle n'avait pas été contestée et si, circonstance encore plus surprenante, les socialistes orthodoxes, aussi longtemps qu'ils n'ont pas été mis sur la voie par des économistes d'opinions et de sympathies foncièrement bourgeoises, n'ont pas réussi à formuler une réponse affirmative répondant aux exigences scientifiques. »⁶¹.

Cette citation appelle deux commentaires. Le premier est que nous ne devrions donc pas douter de la rationalité du socialisme et qu'il peut effectivement se réaliser. Cette gestion rationnelle fait appel à une bureaucratie plus importante et plus coûteuse mais elle en demeure plus sûre puisqu'elle se déploiera dans un climat de confiance et de coopération. L'incertitude reposant sur les entrepreneurs, provoquée par la concurrence, peut remettre en question l'efficacité du capitalisme, comme le souligne toujours l'auteur. Il va même jusqu'à justifier la disparition du cycle économique dans le socialisme. Le second commentaire concerne le constat fait par Schumpeter que la réponse des socialistes orthodoxes, entendons par-là les socialistes néoclassiques, s'est fait attendre face aux critiques libérales. Cette remarque, que nous avons déjà développée au cours de l'argumentaire qui a précédé, a elle-même fait l'objet d'une controverse importante entre les socialistes de marché. Nous n'avons eu cesse de rappeler que la démonstration du rationalisme du socialisme a été opérée aux moyens de concessions sur les mécanismes marchands habituellement en usage dans la société capitaliste. L'organigramme socialiste fait siens des concepts de la théorie de l'équilibre général néoclassique comme le tâtonnement par exemple. Des auteurs comme Dickinson, Taylor ou Lange s'en sont emparés sans difficulté pour démontrer, théoriquement et pratiquement, la possibilité du calcul économique en régime collectiviste. Mais la répartition des socialistes néoclassiques a été l'objet de critiques par les socialistes non marxistes comme Dobb et tournée en dérision par les libéraux comme Hayek et Robbins. Les premiers rejetaient l'imprégnation trop forte du marché dans l'idée du socialisme. Les seconds dénoncent une théorie qui aboutit à un équilibre statique et que les informations économiques, comme les prix, évoluent sans cesse, conduisant à un système insolvable incapable de s'adapter aux changements de l'environnement et des inconnues du modèle.

Devons-nous, pour autant, en conclure à une victoire au moins théorique des socialistes de marché ? C'est ce que nous poussent à croire certains auteurs et notamment Abram

⁶¹ Schumpeter J., *Capitalisme, socialisme et démocratie*, 1972, Payot, p. 230.

Bergson⁶². Comme il le souligne, Mises offre un considérable service aux socialistes de marché en mettant en avant sa critique puisqu'elle a permis de faire émerger une réponse à une question que les socialistes ne s'étaient jamais réellement posée. Il ajoute que Hayek, en rectification de Mises, admet la réalisation théorique du calcul économique mais la réfute sur le plan pratique. Les socialistes de marché, par le biais des outils néoclassiques comme le tâtonnement, parviennent à dépasser la critique hayékienne. Lange ajoute à ce titre dans un article de 1965 :

« Were I to rewrite my essay today my task would be much simpler. My answer to Hayek and Robbins would be: so what's the trouble? Let us put the simultaneous equations on an electronic computer and we shall obtain the solution in less than a second. The market process with its cumbersome *tatonnements* appears old-fashioned. Indeed, it may be considered as a computing device of the preelectronic age. »⁶³.

L'apparition de l'ordinateur et des outils informatiques devient une aubaine pour Lange dans la réalisation du calcul socialiste.

Cette controverse et le débat qui s'en est suivi ont permis de faire émerger d'importants travaux après la Seconde Guerre mondiale, notamment sur la théorie de l'équilibre général, la planification économique, le rôle de l'information, la théorie des décisions et des incitations, etc. Le cadre néoclassique des socialistes de marché a, par ailleurs, poussé à remettre à l'honneur les contributions de Walras et Pareto et d'ouvrir la porte à des développements conséquents, bien qu'elles ne s'imposent pas encore, notamment dans les années 30. L'entre-deux-guerres est également le théâtre de l'apparition d'apports économiques qui marquent un renouveau dans la pensée économique, en provenance de purs mathématiciens qui n'ont pas tant cherché à questionner l'atteinte de l'équilibre général mais plutôt son existence et nous pensons à des auteurs comme Cassel, Abraham Wald ou encore John von Neumann.

⁶² Bergson A., « Socialist Economics », in H.S. Ellis (ed.), *A Survey of Contemporary Economics*, 1948, Philadelphia, Blakiston, p. 412-448.

⁶³ Lange O., « The computer and the market », in Feinstein, C. H. (ed.), *Socialism, Capitalism and Economic Growth. Essays Presented to M. H. Dobb*, 1967, Cambridge University Press, p. 158-161.

BIBLIOGRAPHIE

- Arrous, J. (1990). Socialisme et planification: O. Lange et F.A. von Hayek. *Revue française d'économie*, 5(2), 61–84.
- Barone, E. (1935). *The Ministry of Production in the collectivist state*. Routledge.
- Bartoli, H. (2003). *Histoire de la pensée économique en Italie*. Publications de la Sorbonne.
- Béraud, A., & Faccarello, G. (2000). *Nouvelle histoire de la pensée économique* (Vol. 3). Éd. la Découverte.
- Bergson, A. (1948). « Socialist Economics », in H.S. Ellis (ed.), *A Survey of Contemporary Economics*, Philadelphia, Blakiston, 412-448.
- Bousquet, G.-H. (1960). *Pareto: 1848-1923*. Payot.
- Cassel, G. (1929). *Traité d'économie politique* (Vol. 1–2). Marcel Girard.
- Denis, H. (2008). *Histoire de la pensée économique* (Nouv. éd. rev. et augm.). Presses universitaires de France.
- Dickinson, H. D. (1933). « Price Formation in a Socialist Community ». *The Economic Journal*, 43(170), 237-250.
- Dickinson, H. D. (1939). *Economics of Socialism*. Oxford University Press.
- Dobb, M. (1933). « Economic Theory and the Problems of a Socialist Economy ». *The Economic Journal*, 43(172), 588-598.
- Dobb, M. (1972). *Économie du bien-être et économie socialiste*. Calmann-Lévy.
- Friedman, M. (1946). « Lange on Price Flexibility and Employment: A Methodological Criticism ». *The American Economic Review*, 36(4), 613–631.
- Hayek, F. A. von, Pierson, N. G., Von Mises, L., Halm, G. N., Barone, E., & Pierson, N. (1935). *Collectivist economic planning: Critical studies on the possibilities of socialism*. Routledge.
- Hayek, F. A. v. (1940). « Socialist Calculation: The Competitive 'Solution' ». *Economica*, 7(26), 125–149.
- Hayek, F. A. (1945). « The Use of Knowledge in Society ». *The American Economic Review*, 35(4), 519–530.
- Hayek, F. A. (1996). *Individualism and Economic Order* (Reissue edition). University of Chicago Press.
- Heilbroner, R. L. (2001). *Les grands économistes* (Nouvelle édition augmentée). Éd. du Seuil.
- Henry, G.-M. (2009). *Histoire de la pensée économique*. A. Colin.
- Jael, P. (2018). *Calcul socialiste et socialisme de marché* [En ligne]. URL : https://mpra.ub.uni-muenchen.de/89521/1/MPRA_paper_89521.pdf
- Kaldor, N. (1932). « Planwirtschaft und Verkehrswirtschaft. by Carl Landauer ». *Economic Journal*, 276-281.
- Lallement, J. (2014). « Le statut épistémologique des lois économiques du socialisme dans le Manuel d'économie politique de l'Académie des sciences de l'URSS ». *OEconomia*, 4–2, 189–221.

- Lange, O. (1935). « Marxian Economics and Modern Economic Theory ». *The Review of Economic Studies*, 2(3), 189-201.
- Lange, O. (1936). « On the Economic Theory of Socialism: Part One ». *The Review of Economic Studies*, 4(1), 53-71.
- Lange, O. (1937a). « Mr. Lerner's Note on Socialist Economics ». *The Review of Economic Studies*, 4(2), 143-144.
- Lange, O. (1937b). « On the Economic Theory of Socialism: Part Two ». *The Review of Economic Studies*, 4(2), 123-142.
- Lange, O. (1967). « The Computer and the Market » in Feinstein C. (Ed): *Socialism, Capitalism and Economic Growth: essays Presented to Maurice Dobb*, Cambridge University Press.
- Lendjel, E. (2001). « Le tâtonnement "marshallien" dans les premiers écrits d'Oskar Lange. » *Cahiers d'Economie Politique = Papers in political economy*, 38, 79-114.
- Lerner, A. P. (1934). « Economic Theory and Socialist Economy ». *The Review of Economic Studies*, 2(1), 51-61.
- Lerner, A. P. (1936). « A Note on Socialist Economics ». *The Review of Economic Studies*, 4(1), 72-76.
- Lerner, A. P. (1937). « Statics and Dynamics in Socialist Economics ». *The Economic Journal*, 47(186), 253-270.
- Neurath, O. (1919). *Durch die Kriegswirtschaft zur Naturalwirtschaft; Von Otto Neurath*. Callwey.
- Pareto, V. (1909) *Manuel d'économie politique*, traduit sur l'édition italienne par Alfred Bonnet (revue par l'auteur).
- Pigou, A. C. (1920). *The Economics of welfare*. Macmillan.
- Ramsey, F. P. (1928). « A Mathematical Theory of Saving ». *The Economic Journal*, 38(152), 543-559.
- Roberts, P. C. (1971). « Oskar Lange's Theory of Socialist Planning ». *Journal of Political Economy*, 79(3), 562-577.
- Schumpeter, J. A. (1972). *Capitalisme, socialisme et démocratie*. Payot.
- Schumpeter, J. A. (1983). *Histoire de l'analyse économique* (Vol. 3). Gallimard.
- Schumpeter, J. A. (1999). « Le calcul économique dans une communauté socialiste », Chapitre IV de *Das Wesen des Geldes*, éd. Et intro. Par F.K. Mann, Goettingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1970. *Cahiers d'économie politique*, 35(1), 105-123.
- Taylor, F. M. (1929). « The Guidance of Production in a Socialist State ». *The American Economic Review*, 19(1), 1-8.
- Trotsky, L. D. (1932). *Soviet Economy in Danger*.
- Von Mises, L. (1920). « Die Wirtschaftsrechnung im sozialistischen Gemeinwesen » dans *Archiv für Sozialwissenschaften und Sozialpolitik*, vol. 47. Nos références sont issues de la traduction française : *Le calcul économique en régime socialiste*, Paris, Institut Coppet, 2019.